

JOURNEE D'ETUDE

Université Paris Nanterre
Bâtiment Max Weber
Amphithéâtre rez-de-chaussée

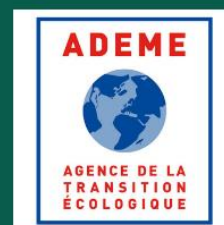
Jeudi 16
mars
8h30-16h30

Accompagner les engagements citoyens pour une transformation sociale et écologique

Restitution des résultats de la recherche-action
ACTEES : "Accompagner les citoyen·nes pour la
transition écologique, économique et sociale"
Soutenue par l'ADEME



3 tables rondes
Chercheurs, acteurs
associatifs et pouvoirs publics



SOMMAIRE

Introduction	3
Anaïs Rocci, Sociologue, Direction Exécutive Prospective et Recherche, ADEME	3
Elisabetta Bucolo, Sociologue, Cnam-Lise/Cnrs	3
Maïté Juan, Sociologue, EMA/CY Cergy	3
Quels accompagnements pour une transformation socio-écologique ?	7
Maïté Juan, Sociologue, EMA/CY Cergy	7
Marie-Hélène Pillot, Coordinatrice programme Territoires, Mouvement Colibris	7
Lydie Laigle, Sociologue, CSTB – Université Gustave Eiffel	7
Paul Bourel, Chargé de mission démocratie locale, Ville de Saint-Ouen	7
Comment ancrer les engagements écologiques dans les territoires ?	14
Les relations entre action publique et action collective	14
Nathalie Blanc, géographe, LADYSS, directrice du Centre des Politiques de la Terre, Université Paris Cité	14
Valérie Chabredier, chargée de mission Boost éco-citoyen	14
Patrice Melé, géographe, CITERES, Université de Tours	14
Pierre Musseau, Chef de projet transition systémique, Direction de la Transition Écologique et du Climat - Ville de Paris	14
Quels croisements entre enjeux environnementaux et sociaux ? L'écologie à l'épreuve du social.	19
Elisabetta Bucolo, Sociologue, Cnam-Lise/Cnrs	19
Jean-Christophe Sarrot, ATD Quart Monde	19
Alex Roy, Chercheur associé en sociologie urbaine, ENTPE	19
Gaëtan Mangin, Université d'Artois	19
Conclusion	24
Sarah Thiriot, Sociologue à la Direction Exécutive Prospective et Recherche, ADEME	24
Léa Billen, doctorante Lavue-UMR 7218, Université Paris Nanterre et administratrice d'Astérya	24
Mona Gorce, Coordinatrice des démarches d'accompagnement vers l'engagement à Astérya	24
Comité d'organisation	27

INTRODUCTION

Anaïs Rocci, Sociologue, Direction Exécutive Prospective et Recherche, ADEME

Elisabetta Bucolo, Sociologue, Cnam-Lise/Cnrs

Maïté Juan, Sociologue, EMA/CY Cergy

Elisabetta BUCOLO ouvre la séance et remercie les participants pour leur présence. Elle précise que cette journée d'étude a été préparée avec toute l'équipe du projet de recherche ACTEES, financé par l'ADEME. Il s'agit d'un projet de recherche-action qui a duré quatre ans, dont l'intitulé est *Accompagner les citoyen-nes pour la transition écologique, économique et sociale*.

Le but de cette journée est de présenter les résultats de ce travail, ainsi que des pistes d'ouverture. Trois tables rondes sont prévues au cours de la journée.

Anaïs ROCCI remercie les porteurs du projet pour l'organisation de cette journée, dont elle salue le format, qui correspond à la volonté de permettre un dialogue et des regards croisés autour des enseignements des résultats de recherche.

L'appel à projet de recherche avait pour objectif de s'appuyer sur les sciences humaines et sociales pour mieux appréhender les dynamiques de changement social dans les transitions écologiques. Il s'agit de la deuxième édition de cet appel à projet, qui se centrait sur la mise en œuvre de la transition écologique par les institutions, associations et collectifs, ainsi que sur les formes de coopération et interdépendances entre les différentes parties prenantes. C'est dans ce cadre que s'inscrit ce projet de recherche.

La troisième édition, encore en cours, porte sur l'exploration des modes de gouvernance, les instruments et outils participant à la mise en œuvre de la transition, ainsi que les mécanismes d'inclusion.

Ces appels à projets sont suspendus aujourd'hui, dans le but de capitaliser sur les enseignements des premières éditions, avant un séminaire prévu à l'automne, et le lancement d'une quatrième édition en 2024. L'ambition de cet APR est de mobiliser les comités scientifiques et techniques sur les dynamiques sociales, et d'apporter un éclairage qui puisse être directement utilisé par les acteurs publics et privés à toutes les échelles, pour favoriser l'accompagnement de la transition. L'ADEME met un point d'honneur à faire dialoguer le monde de la recherche et les acteurs territoriaux, et entend valoriser les travaux de recherche sur le plan opérationnel.

Pour aller en ce sens, des séminaires ont été organisés en 2020 et 2021, qui ont abouti à un rapport de capitalisation autour des enseignements de la première édition, autour de 18 projets de recherche. Ce rapport est disponible sur la librairie de l'ADEME, et comprend trois axes : accompagner les changements de comportements, s'appuyer sur et soutenir les dynamiques collectives dans les territoires, appréhender les enjeux de gouvernance locale.

Elisabetta BUCOLO ajoute que ce projet s'inscrit dans cette aspiration de l'ADEME vers la recherche participative. S'agissant des croisements entre chercheurs et acteurs, le travail de recherche-action a été porté par l'association Astérya et deux laboratoires de recherche, avec la volonté d'un travail collectif et d'un fonctionnement qui soit le plus horizontal possible.

Le projet de recherche part du constat que la société civile, face à l'urgence climatique, souhaite jouer un rôle de plus en plus moteur pour la mise en œuvre de la transition écologique et agir concrètement pour répondre à cette urgence.

Les initiatives citoyennes sont animées par différents objectifs : changer le système de valeurs individuelles et collectives autour de la transition ; influencer les modes de décision et de conduite de l'action collective ; changer le paradigme économique dominant pour une vision plus radicale de ce changement.

Outre ces objectifs, les enjeux sont l'essaimage et la massification de ces initiatives, afin de dépasser leur caractère ponctuel et local. Différents freins à cette dynamique existent, de caractère juridique, institutionnel et de représentation, et qui s'opposent à cet activisme environnemental. Dans ce contexte, il est apparu que l'accompagnement pouvait jouer un rôle pour lever la série de freins qui peuvent s'opposer lorsque l'on veut être acteur de ce changement. Le projet a donc consisté à travailler sur les différents modes d'accompagnement.

Trois niveaux d'analyse ont été distingués dans le projet de recherche :

- Trajectoires individuelles : identifier les freins structurels qui peuvent se manifester concrètement lorsqu'une personne veut s'engager, quels sont les dispositifs d'accompagnement les plus adaptés pour lever ces blocages, et comment l'accompagnement doit s'adapter face à des personnes aux profils différents ;
- Collectifs : ceux-ci peuvent être plus ou moins structurés, en association ou non. Il s'agit d'analyser la manière dont les bénévoles s'insèrent dans ces collectifs et les obstacles éventuels auxquels ils font face et qui imposent à ces collectifs de se recomposer ;
- Territoires : ce dernier niveau d'analyse porte sur l'étude des collectifs qui s'articulent ou s'opposent aux politiques locales ayant pour objectif de traiter la transition écologique. Il s'agit ici de voir comment des dispositifs d'accompagnement collectif peuvent aider des associations à se structurer face aux pouvoirs publics, ou encore faciliter leurs interactions avec les pouvoirs publics.

L'enjeu de cette journée est de rendre compte de ces trois niveaux d'analyse dans le cadre de trois tables rondes.

Par ailleurs, la réflexion a porté sur la spécificité éventuelle de l'écologie en tant que sphère d'accompagnement. Plusieurs spécificités ont notamment pu être identifiées :

- Un lien étroit entre la question écologique et la science ou encore l'expertise. L'engagement écologique se confronte en effet à la complexité des questions écologiques ;
- Une spécificité temporelle : la question de la durabilité demande de se projeter à long terme et relève à la fois de l'urgence, ce qui produit un engagement très particulier ;
- Un large spectre des enjeux écologiques : la thématique englobe à la fois des questions sociales et environnementales. Il est difficile de borner les actions des collectifs. Par exemple, des associations de lutte contre le gaspillage alimentaire se trouvent au croisement de plusieurs enjeux. Ce large spectre produit une démultiplication des collectifs, plus ou moins formalisés et crée un panorama associatif multiple assez décomposé. Cette richesse ouvre l'horizon des possibles, mais en termes d'organisation de l'action locale et territoriale, implique des jonctions entre acteurs qui ne sont pas faciles à réaliser ;
- Un discours dont la force et la forme peuvent le rendre assez normatif : cette normativité est induite par les questions écologiques, issues d'expertise et de science. Elle peut cependant être questionnée, notamment dans la mesure où elle pourrait constituer une sorte de cahier de charges de ce qui serait un bon citoyen engagé ;
- Un aspect transpartisan : l'écologie perçue comme une affiliation à un parti politique peut constituer un obstacle à l'engagement, affiliation avec laquelle les personnes impliquées voudraient souvent prendre de la distance.

Maïté JUAN évoque ensuite la méthodologie de la recherche-action. Le projet de recherche a débuté en septembre 2020, et l'idée était d'identifier les verrous et obstacles, ainsi que saisir le rôle des dispositifs d'accompagnement dans l'amplification ou la pérennisation de différentes formes de militantisme écologique.

L'association Astérya, qui est centrale dans cette étude, entend dans son projet accompagner l'engagement citoyen sous toutes ses formes : coopératives alimentaires, jardins partagés, actions de désobéissance civile, etc., soit toute une palette d'actions, très intéressante à investiguer. Cet accompagnement est intéressant parce qu'il est ici conçu comme un levier d'accroissement de l'engagement.

Sur le plan de la méthode, Astérya mène un travail très fin sur les préférences, freins et obstacles des personnes accompagnées, ce qui rend possible la politisation des personnes accompagnées. Cette méthode se différencie de l'accompagnement que l'on peut rencontrer ailleurs, où il est perçu comme une nouvelle normativité, dans une tentative de réguler les personnes. Certains chercheurs parlent ainsi de domination rapprochée, avec des pratiques professionnelles soumises à de fortes prescriptions gouvernementales. Cette tendance de fond véhicule une pratique gestionnaire des pratiques d'accompagnement.

Or, dans les pratiques d'accompagnement de l'association Astérya, et dans d'autres, on s'émancipe de cette tendance, avec un centrage sur les préférences, obstacles et freins des personnes accompagnées, ce qui permet de se détacher d'une perspective libérale et managériale de l'accompagnement.

Cette association a développé différents types d'accompagnement : accompagnement personnalisé, de longue durée, mais aussi accompagnements collectifs, auprès de groupes d'habitants ou d'usagers, par exemple d'un centre d'accueil de handicap ou de CADA. Elle a également réalisé un guide recensant les différentes manières de s'engager à Paris et alentours.

Le protocole d'enquête du projet de recherche a ciblé quatre territoires d'intervention :

- 18^e arrondissement de Paris : les accompagnements suivis sont notamment ceux d'Astérya, et des initiatives comme l'Ecoplan ;
- Alfortville : le projet de recherche a suivi les démarches d'accompagnement du Boost Eco-citoyen, qui vise à dynamiser la transition écologique dans les territoires
- Département des Hauts-de-Seine : l'étude a porté sur les dispositifs d'accompagnement collectif de l'association Astérya, déployés par exemple en milieu carcéral, au SPIP 92 (service pénitentiaire d'approbation et d'insertion) ;
- Ivry-sur-Seine : l'étude a suivi le dispositif d'ingénierie participative déployé par la mairie, qui a mis en place une assemblée citoyenne pour le climat, traitant de diverses thématiques.

Ces territoires ont en commun d'être à dominante populaire, mais souvent en voie de gentrification, faisant l'objet de politiques de renouvellement urbain, et comprenant des quartiers politiques de la ville.

Concernant les méthodes d'enquête, 47 entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès de personnes et de collectifs accompagnés, ainsi que 5 entretiens collectifs (focus groups), 46 observations participantes, auxquels s'ajoutent des monographies territoriales pour réaliser des diagnostics. Les trois niveaux d'enquête suivent les trois niveaux d'analyse présentés plus haut : trajectoires individuelles, organisations et territoires.

Concernant la méthode globale de recherche-action, le projet repose sur le principe de construire des savoirs par et pour l'action, dans la tradition de Kurt Lewin, avec l'objectif de produire des conditions d'appropriation. Ce principe s'est incarné de plusieurs manières dans le projet de recherche :

- Recrutement à temps plein d'une chercheuse rémunérée par l'association Astérya, avec un double rôle de salariée de l'association et de sociologue ;
- Participation de non-chercheurs à l'activité de recherche, avec des groupes de travail internes et des groupes de travail ouverts. Dans les groupes de travail internes se sont impliquées une accompagnatrice salariée et des bénévoles de l'association pour construire les thématiques de recherche. Il y a eu également des lectures croisées des entretiens entre chercheurs et bénévoles. Les groupes de travail ouverts avaient pour objectif de mettre en débat les premiers résultats avec les partenaires associatifs et institutionnels externes, dans une approche critique, afin de pouvoir identifier des points aveugles qui n'auraient pas été abordés ;
- Les savoirs produits irriguent les pratiques d'accompagnement : il s'agit de susciter une réflexivité critique et un repositionnement des acteurs dans leurs accompagnements. Ce principe s'incarne dans les formations données par Astérya, qui a réalisé des ateliers de développement de compétence à définition des professionnels et des ateliers à destination du grand public ;
- Vulgarisation et diffusion des résultats de la recherche : des capsules vidéo ont été produites pour la médiation du projet de recherche.

Les questions qui seront traitées au cours de la journée sont notamment les suivantes :

- Est-ce que l'accompagnement acquiert une portée critique ?
- L'accompagnement conduit-il à une modification des conduites ?
- En quoi l'accompagnement intervient-il au croisement des enjeux sociaux et environnementaux ?
- Est-ce qu'il permet d'ancrer des actions écologiques dans les territoires ?

QUELS ACCOMPAGNEMENTS POUR UNE TRANSFORMATION SOCIO-ÉCOLOGIQUE ?

TABLE RONDE

Maïté Juan, Sociologue, EMA/CY Cergy

Marie-Hélène Pillot, Coordinatrice programme Territoires, Mouvement Colibris

Lydie Laigle, Sociologue, CSTB — Université Gustave Eiffel

Paul Bourel, Chargé de mission démocratie locale, ville de Saint-Ouen

Une capsule vidéo est projetée en séance à titre d'introduction.

Elisabetta BUCOLO indique que cette première table ronde vise à discuter des types d'accompagnement mis en place dans les structures accompagnées et en quoi ces accompagnements favorisent les engagements en faveur des enjeux écologiques.

Maïté JUAN explique qu'il a été possible de distinguer différents types d'accompagnements au cours des observations :

- L'accompagnement personnalisé, caractéristique des permanences envie d'agir d'Astérya, dans lequel il s'agit d'accompagner les personnes dans la diversité de leurs facettes, de transformer des ressources en possibilités d'action concrète. Cet accompagnement comprend tout un travail de défrichage et de fertilisation, avec une démarche qui œuvre sur les conditions sociales du choix d'engagement. L'accompagnatrice essaie d'appuyer le travail interprétatif de la personne, avec une hiérarchisation de manières d'agir menées par la personne accompagnée elle-même, qui effectue un travail d'évaluation et de jugement. Au cours de cette première phase, le défrichage préalable est assez binaire, pour déterminer si la personne accompagnée souhaite plutôt apporter une contribution intellectuelle ou pratique, une action sur le terrain ou plus en coulisse, etc. L'accompagnatrice fait ensuite part de son vécu, de ses expériences, pour apporter à la personne accompagnée. Enfin sont menés un accompagnement émotionnel et un travail des affects, qui va permettre à la personne accompagnée de prendre une délibération ;
- L'accompagnement sensible qui vise à susciter de l'engagement, par exemple au travers du guide pour agir d'Astérya, ou encore à travers la présentation de manières d'agir, de portraits de personnes qui agissent, de fresques du climat, etc.
- Un accompagnement discursif, pour essayer de déclencher la formation d'arguments, ce qui s'observe beaucoup au SPIP 92 ou dans les formations citoyennes ;
- L'accompagnement expérimental, en œuvrant par tâtonnements, et en amenant la personne à tester et à pouvoir se tromper pour progresser ;
- L'accompagnement réticulaire pour créer du maillage, favoriser l'interconnaissance entre initiatives d'un territoire et la mise en réseau : on retrouve cet accompagnement dans l'Ecoplan ou encore le Boost Eco-citoyen ;
- Accompagnement culturel : une mise à disposition de savoir-faire plus techniques pour faciliter l'action des collectifs ;
- Accompagnement apprenant : il s'agit d'un apprentissage sur le tas, comme dans le cas de l'assemblée citoyenne d'Ivry.

Paul BOUREL était coordonnateur du service de la démocratie locale du 18^e arrondissement, au sein de la mairie du 18^e, avec le rôle d'accompagnateur des initiatives citoyennes. Ce rôle consistait à fournir une boîte à outils dès lors qu'il y avait une volonté de plusieurs habitants de porter un projet local public et ouvert à tous dans un conseil de quartier. Un projet assez phare mené dans ce cadre est l'Écoplan 18. Ce projet est parti d'une réunion publique en conseil de quartier. Il visait à identifier concrètement toutes les ressources existantes sur le territoire du quartier, en lien avec la transition écologique, qu'il s'agisse d'associations, de commerces ou autres. C'est une idée concrète qui n'est pas si fréquente. Le rôle du service de la démocratie locale était de faciliter les projets, avec un accompagnement technique (par exemple la mise à disposition de salles pour faciliter la discussion, ou la création d'une plateforme Discord), et de mobiliser les participants aux conseils de quartier, en les informant sur le projet en train de naître. Le service est également en lien avec les élus et se trouve au croisement de plusieurs mondes : citoyens, monde politique, services techniques et monde associatif. Enfin, une aide méthodologique a été apportée pour l'animation des réunions. La difficulté pour ce type de projet aboutisse est souvent de parvenir à ce que chacun trouve sa place. Souvent, l'idée de départ est très bonne, mais le projet peut rencontrer une forte déperdition parce que les attentes ne sont pas les mêmes selon les personnes qui y participent. L'accompagnement avait pour rôle d'arriver à créer du commun et retomber sur des réalisations concrètes, tout en maintenant un équilibre pour ne pas prendre la place du porteur de projet.

Marie-Hélène PILLOT coordonne un cercle au sein du Mouvement Colibris nommé cercle accompagnement, dont le but est d'inspirer les personnes qui ont envie de s'engager dans la transition écologique, démocratique et solidaire.

À l'échelle collective, il s'agit d'accompagner des dynamiques collectives. Le cercle a mis en œuvre une plateforme d'acteurs ayant envie de s'engager, mais avec différents besoins pour le faire (compétences, moyens humains ou physiques pour créer un lieu ou aménager, moyens financiers, matériel). Ces besoins sont mis en avant sur la plateforme et permettent de faire le lien avec des citoyens qui ont envie de s'engager ponctuellement.

Sur le plan individuel, le cercle d'accompagnement met en œuvre un programme d'accompagnement de 25 jeunes de l'idée à la concrétisation du projet, pour 17 projets, sur 18 mois, dont un an d'accompagnement rapproché et 6 mois durant lesquels ces jeunes développent leurs projets de manière plus autonome.

Enfin, sur le plan territorial a été mené un projet nommé territoires d'expérimentation, auquel une dizaine d'organisations ont accepté de participer. Le constat est en effet que l'on trouve dans la communauté des bénévoles sur les territoires un mélange de différents types d'acteurs, très partants pour dialoguer et mettre en œuvre des actions sur les territoires, mais dont le mode de fonctionnement est plutôt en silo, avec très peu de transversalité et de dialogue entre ces acteurs dans les faits. Plusieurs territoires sont accompagnés dans le cadre de ce projet avec la participation d'organisations nationales et engagées localement, comme ATD Quart Monde ou Emmaüs, sélectionnées à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt. Les territoires accompagnés ont été sélectionnés sur la base des critères suivants : dynamique préexistante sur le territoire, élus soutenant ces actions menées sur le territoire, échelle locale des actions. Ces accompagnements se font sur mesure et avec les habitants. La proposition du projet est de rassembler des acteurs et de construire collectivement un projet de transition du territoire : augmenter l'autonomie alimentaire, travailler sur la gestion du foncier, de l'eau, développer un projet d'éducation populaire pour favoriser les circuits courts, nouvelles pratiques agricoles, etc.

L'un des territoires accompagnés est l'Essonne, où se développe un projet d'installation d'une centaine de fermes sur le territoire. Une assemblée citoyenne multi-acteurs a été créée pour développer les circuits courts.

Sur les différents territoires accompagnés ressortent l'enjeu de démocratie locale, et la problématique d'une méthode permettant de mettre en place un fonctionnement qui évite les déboires de la convention citoyenne nationale, qui a produit des propositions très intéressantes, mais qui n'ont quasiment pas été reprises.

Lydie LAIGLE note que la notion d'accompagnement est assez floue : celle-ci fait tout à la fois référence à l'assistance, à l'aide aux personnes fragilisées, ou encore à l'émancipation et au pouvoir d'agir. Cette notion peut aussi avoir une portée très normative. Il faut aussi mentionner la place de cet accompagnement dans les relations sociales et son ambivalence. Il peut en effet être considéré comme un palliatif, qui compense la faible capacité du politique à résoudre les problèmes écologiques et sociaux, et surtout, qui fait que l'on ne s'attaque pas aux causes de ces problématiques. Il faut donc prêter attention aux visées de l'accompagnement et à la place qu'il occupe vis-à-vis des projets. Bien entendu, l'accompagnement a aussi un aspect positif, par la reconnaissance des savoirs citoyens qui sont souvent niés, et la reconnaissance d'un pouvoir d'agir. L'enjeu démocratique est donc central, face à des rigidités qui s'instaurent et qui sont un obstacle au travail d'accompagnement. Il faut être conscient de ces limites pour inventer de nouvelles démarches d'accompagnement.

Plusieurs points de vigilance apparaissent : à qui s'adresse l'accompagnement, par qui est-il effectué et dans quelles visées ? Il importe de se méfier des discours normatifs, par exemple auprès des catégories populaires, pour lesquelles l'accompagnement peut représenter des contraintes supplémentaires, très normatives comme les écogestes, qui finalement deviennent contradictoires avec l'objectif poursuivi. **Lydie LAIGLE** illustre ces points de vigilance au travers de plusieurs formes d'accompagnement qu'elle a étudiées :

- Accompagnement participatif des habitants dans des projets urbains : l'exemple est ici celui d'une nouvelle forme d'accompagnement, dans des projets intégrant des ateliers très novateurs, avec implication de paysagistes et prise en compte des usages. Cet accompagnement a duré 18 mois pour travailler sur une friche qui devait devenir le jardin partagé de la Chapelle charbon, et a impliqué les habitants, parents et enfants. Malheureusement, le paysagiste n'a retenu qu'une partie des éléments pour les réalisations finales. Par exemple, les habitants avaient prévu une scène et des bancs disposés en agoras pour discuter. Après le passage du paysagiste, rien n'en est resté. Il y avait pourtant un atelier très participatif avec des propositions interactives des habitants du quartier. Mais comme la place de l'accompagnement du projet n'a pas été définie et institutionnalisée dans la conduite du projet, les contributions des habitants ne se sont pas traduites dans la concrétisation de ce dernier. Cet exemple soulève la question de la place de l'accompagnement dans les projets institutionnels. Dans un tel cas, le travail fourni par les citoyens est perdu et ils ne veulent plus participer. Il y a donc un enjeu de clarté du positionnement dans la conduite de projet de la démarche participative. Ce jardin, qui aurait très bien pu vivre avec les associations de quartier, est finalement peu exploité par ces associations. Le lieu a été trop fortement cadré, avec ainsi quelques jardins partagés, mais fermés à clé, le jardinage n'étant possible qu'à des horaires précis, etc.
- Accompagnement à l'écologisation des pratiques des habitants de résidences HLM (dans les DOM notamment) : on observe ici la mise en tension de deux approches, entre approche individualiste et comportementale (petits gestes) et expositions interactives, avec un effet

pervers, puisque l'on montre des écogestes sans améliorer les conditions d'habitat. Par exemple, dans le cas d'économies d'eau chaude, il est davantage possible de se réapproprier une économie de consommation avec un système d'eau chaude solaire où la consommation d'eau chaude sanitaire représente 30 % de la consommation. Dans des résidences équipées de vieux ballons d'eau chaude, et avec des douches limitées à 5 minutes, la consommation représente 45 %. Il existe en effet des modalités d'accompagnement conjointes et une chaîne de responsabilité. Au bout de la chaîne, on responsabilise les habitants sur de petits gestes, mais les conditions ne permettent pas de réaliser de réelles économies. Par exemple, on va dire aux habitants de logements exposés à de fortes chaleurs à La Réunion, sans protection solaire, d'éviter l'utilisation de la climatisation. Il y a là un manque de prise en compte des contradictions entre ce qui est demandé aux habitants et leurs conditions. À l'inverse, le tissu associatif local intervient sur l'origine de l'énergie. À La Réunion, les bailleurs ne vont par exemple pas laisser d'espaces dédiés au réemploi (les épaves de frigos ou de voitures qui pourraient être exploitées par les habitants pour leurs pièces détachées sont éloignées au lieu d'être laissées sur place). Les acteurs associatifs sont plutôt positionnés sur une boucle du lien entre lieu, terre, santé, etc. Les déchets auront par exemple un lien sanitaire avec les moustiques et la dengue.

- Accompagnement de dynamiques collectives d'insertion sociale et professionnelle par la formation aux métiers de transition écologique. Dans l'exemple de Plaine Commune, il s'agit d'une démarche de réappropriation d'une friche de manière structurelle, en lien avec la collectivité. Sur cette friche, on a mis en culture des terres initialement infertiles, dans le cadre d'une démarche d'insertion révélatrice des savoirs de personnes exilées, Afghanes et Syriennes par exemple, pour mailler le territoire d'initiatives écologiques ayant une vocation sociale. Ainsi, dans le cas du projet du Halage, des déchets alimentaires des restaurants, des écoles et des restaurants d'entreprises ont été utilisés et misés avec le substrat argileux du béton sur des terres infertiles. Le projet a permis la création de floriculture sans intrants sur ces terres. Ce travail n'aurait pas pu avoir lieu sans une relation de plus de 20 ans entre Halage, le maire de l'Ile-Saint-Denis et Plaine Commune, qui soutient le tissu associatif. C'est dans ces conditions que l'engagement a pu déboucher sur une transformation écologique et sociale.

Elisabetta BUCOLO demande en quoi l'accompagnement individuel et collectif accélère l'engagement écologique ?

Paul BOUREL constate que les sujets de résilience ou de frugalité sont devenus incontournables, étant récurrents dans quasiment tous les conseils de quartier, à Paris comme à Saint-Ouen où il a également travaillé. On constate une vraie volonté dans ces conseils, et les habitants se disent qu'ils ont la possibilité d'agir. Ils essayent de créer du partenariat ou de l'interconnaissance, ce qui est faisable avec l'écologie, beaucoup plus qu'avec des sujets comme l'insécurité ou les projets de renouvellement urbain. L'objet même de travail donne envie parce que les habitants ont l'impression qu'ils peuvent s'en saisir. Pourtant, si l'Ecoplan semble simple, le projet a demandé dans les faits un énorme travail, avec la nécessité d'un double accompagnement, pour mettre en commun les ressources et connaissances des structures existantes, tout en essayant de maintenir la flamme. C'est en effet le maintien de l'engagement dans la durée qui est compliqué. Il est important de rappeler aux habitants que le temps administratif est plus long. Un simple projet de fleurir un pied d'arbre à Paris peut prendre des mois. Ecoplan a progressé relativement vite de ce point de vue. Le premier aboutissement a été d'imprimer des plans papier assez exhaustifs. Il fallait que l'objet soit attractif, et il a donc fallu mobiliser un budget. Chaque conseil de quartier dans le 18^e arrondissement dispose d'un budget, et c'est grâce à une partie des ressources financières du conseil de quartier que cet objet s'est concrétisé.

Ecoplan est ensuite devenu numérique, puis une association. Il y avait dans ce projet une habitante très engagée, Anaïs, qui est graphiste, avec énormément d'énergie. Elle n'était pas une militante politique, mais associative, et relançait en permanence le projet. Les profils de ce type aident énormément. Une énergie aussi présente et une volonté de s'engager marquée à ce point sont précieuses. D'autres projets ont demandé de fournir beaucoup d'efforts, tout en maintenant un exercice d'équilibriste, pour ne pas « faire à la place de ». Ecoplan est un magnifique projet, dont il faut espérer qu'il essaime ailleurs, et qui contribue à compléter d'autres projets similaires, comme le Transiscope.

Maïté JUAN remarque que l'un des premiers effets de l'accompagnement est de générer une sorte d'effet tache d'huile sur l'engagement, par exemple dans le cas du guide pour agir, avec ici une maman qui amène le guide aux maîtresses d'école pour essayer d'impulser un projet de ferme urbaine, et là un habitant qui donne le guide à ses voisins pour essayer de faire du compost sur un terrain partagé. Des prédispositions à l'engagement, non politisées, peuvent exister. L'accompagnement va amener la personne à réinterpréter ce qu'elle faisait déjà, et à recodifier son action dans un sens écologique. C'est un phénomène très présent chez les personnes immigrées, qui avaient par exemple déjà une sensibilité à la question des déchets dans leur pays d'origine. L'exemple de Florent dans la vidéo montre une personne avec un sentiment de dépossession de sa capacité d'agir et d'écoanxiété. L'accompagnement lui a permis de se saisir d'actions dans son milieu professionnel, avec la mise en avant de produits plus écologiques dans sa pharmacie, et il essaie aussi de sensibiliser ses clients à l'écologie par des moyens détournés, en faisant le lien entre santé et planète.

Au niveau territorial, l'engagement suscité prend diverses formes. À Alfortville, l'accompagnement du Boost éco-citoyen montre une forte présence de l'idée d'articuler des actions militantes. Or, il n'est pas évident de faire dialoguer des associations, chacune ayant sa sensibilité et son répertoire d'action. L'accompagnement joue un véritable rôle dans la mise en synergie de différentes cultures militantes, avec un processus de montée en expertise des associations, d'appropriation de la technicité des institutions, savoir qui est responsable de quoi, etc. Le Boost est intervenu pour référencer les responsabilités des différentes collectivités, afin que les associations puissent s'approprier le millefeuille administratif.

À Ivry, il existe tout un dispositif pour favoriser l'engagement des classes populaires, grâce à la caravane citoyenne. Il existe des éléments qui court-circuitent cet engagement, avec des ruptures dans les parcours d'engagement entre le moment où l'on travaille sur les motivations et l'intégration par la suite de la personne accompagnée dans les collectifs écologistes. La personne peut être laissée à elle-même et les collectifs écologistes peuvent court-circuiter tout le travail fait en amont. La personne qui arrive peut se sentir perdue, avec des cas de compétences invisibilisées ou des difficultés d'appropriation de la culture militante d'une association, et s'en aller. Un autre aspect critique de l'accompagnement s'illustre dans le cas de la personne accompagnée dans la vidéo : l'activisme dans la pharmacie se fait par petites touches, et délaisse la démarche d'adhésion à des causes, avec une forme d'évitement de la conflictualité. La démarche se limite ainsi à une échelle personnelle même si elle s'ancre dans une dynamique interpersonnelle.

Au niveau collectif et territorial, on trouve aussi des limites dans les cafés participatifs, avec un impératif du passage à l'action tellement fort que l'on observe un raccourcissement du temps de débat. À l'échelle institutionnelle, à Alfortville par exemple, malgré l'effort du Boost pour que les acteurs rappellent à la municipalité la nécessité de tenir ses engagements, on observe un étiquetage partisan par les acteurs publics, qui vont nuire à l'effort de l'accompagnement, en évitant de travailler avec telle ou telle structure ou tel collectif.

Marie-Hélène PILLOT note qu'une bascule beaucoup plus globale repose sur une interdépendance entre individu et échelle de territoire. Ce sont les aller-retours entre les deux qui vont enclencher un changement de posture et cela montre la nécessité de recréer du dialogue entre ces individualités. À ce titre, un travail utile porte sur la notion de vocable commun. La définition de la transition écologique démocratique et solidaire a amené beaucoup de débats et n'était pas si évidente, même pour des militants avec beaucoup d'ancienneté. Travailler sur ce vocable commun est déjà un exercice important pour l'avancée du dialogue. Permettre un changement de posture pour aboutir à un travail coopératif est un vrai enjeu. Il faut en effet faire en sorte que les personnes qui intègrent ces projets ne se démotivent pas, parce que le temps de réalisation peut être très long. Enfin, il y a un enjeu d'inclusion, pour laisser la place dans ces collectifs aux personnes qu'on ne voit jamais dans les réunions publiques, mais également pour que les propositions répondent aux besoins de tout le monde. Le mouvement Colibris est beaucoup renvoyé à l'image des petits gestes. Or, l'enjeu est bien de faire ensemble et pas seulement entre convaincus, ou entre classes sociales moyennes ou aisées. Pour cela, un moyen est d'aller à la rencontre d'habitants tirés au sort pour les rencontrer. Il existe aussi un fossé intergénérationnel auquel il faut répondre. Il faut donner une légitimité et une place à chacun.

QUESTIONS DE LA SALLE

- Qui fait ces accompagnements ? Quels sont leurs statuts, capacités, formations ? Quelle conscience les accompagnateurs ont-ils de leur rôle ? Comment cela influe-t-il sur l'accompagnement ? Est-il possible d'identifier des catégories d'accompagnateurs ?
- De plus en plus de grandes écoles et d'universités proposent des formations en transition écologique. Quid des concurrences entre les différentes normativités de l'accompagnement de la transition, par opposition à l'auto-organisation sans accompagnement ?
- De quelle manière ces enseignements dans l'intermédiation entre engagement public et citoyen peuvent-ils être diffusés ?

Marie-Hélène PILLOT indique que l'idée du projet pilote sur les territoires est de passer à une autre échelle et d'accompagner d'autres territoires à terme, ce qui nécessite de documenter le travail réalisé. Il y a d'ailleurs un appel aux chercheurs qui seraient intéressés pour accompagner la capitalisation de cette démarche. L'un des enjeux est de trouver une méthode, des outils de capitalisation, et leur adaptation aux spécificités de chaque territoire. Il y a une dizaine d'organisations qui participent à ce projet pilote, et il faut trouver comment échanger, donner à voir ce qu'on fait, créer des mallettes à outils communes, en restant attentif à la formation des personnes. Pour cette expérimentation, **Marie-Hélène PILLOT** accompagne les trois projets pilotes. Les collectifs locaux viennent d'horizons différents et il faut coconstruire avec eux.

Lydie LAIGLE répond à la question relative à la concurrence entre normativité et auto-organisation. Cette dernière est formidable, mais peut être malencontreusement une manière de maintenir ces initiatives en parallèle des autres actions, en ne les reconnaissant pas comme légitimes, et en les maintenant à une petite échelle. Se pose aussi la question des moyens d'auto-organisation. Dans cette perspective, Lydie LAIGLE souligne l'importance d'une auto-organisation qui soit reconnue par le politique, parce qu'elle permettra de le travailler au corps, avec un travail transformatif sur les significations, les représentations et manières d'agir. Il est extrêmement important de réinstaurer ce dialogue, entre ceux qui font l'accompagnement, ceux qui portent l'alternative, et les élus, mairies,

associations locales, etc. Sans ce dialogue, il y aura des conflictualités incomprises. Il est donc essentiel de fonder en démocratie ces alternatives.

Marie-Hélène PILLOT estime que la question de la compétition de coopération est importante. En effet, il faut non seulement sortir de la logique de compétition dans les esprits des acteurs, mais aussi des institutions et des financeurs. Souvent, la réponse aux demandes de financement est « mais d'autres le font déjà ». Or, si tout le monde se rejoint pour pratiquer le même mode d'accompagnement, ce dernier devient normatif. Il y a au contraire une richesse face à de nombreux acteurs pratiquant des choses différentes. L'enjeu est justement celui de la complémentarité et de la coopération.

Maité JUAN ajoute que s'agissant des profils professionnels, les accompagnatrices d'Astérya sont souvent surdiplômées, avec un capital culturel et scolaire assez conséquent, et une formation de type Master 2, en management de l'action humanitaire, relations internationales, etc. Elles sont souvent assez jeunes, avec des trajectoires marquées par un engagement dans des associations comme Greenpeace, Educpop, ou Colibris. Ces personnes ont accumulé des compétences en animation de temps collectif ou encore en termes d'interlocution institutionnelle. Elles se forment sur le tas, dans le sens où elles disposent d'une formation initiale avec quelques jalons communs, mais chaque accompagnatrice va faire ses propres aménagements en fonction de son propre bagage et des besoins.

Paul BOUREL note que la professionnalisation de l'accompagnement de la participation citoyenne est récente. Il existe un Master dans ce domaine, porté par Loïc Blondiaux. Dans le cas de l'Ecoplan, il n'y avait pas de concurrence entre les accompagnements. **Paul BOUREL** se dédiait plutôt au lien avec les institutions, tandis que Mona Gorce (Astérya) était plutôt axée sur la méthodologie et l'animation de réunions. Cette concurrence peut cependant exister, et les citoyens peuvent être perdus entre tous les dispositifs. La diversité des accompagnements est une richesse, mais il existe un réel enjeu de clarification à Paris, entre budget participatif, conseils de quartiers et autres.

COMMENT ANCRER LES ENGAGEMENTS ÉCOLOGIQUES DANS LES TERRITOIRES ?

LES RELATIONS ENTRE ACTION PUBLIQUE ET ACTION COLLECTIVE

TABLE RONDE

Nathalie Blanc, géographe, LADYSS, directrice du Centre des Politiques de la Terre, Université Paris Cité

Valérie Chabredier, chargée de mission Boost éco-citoyen

Patrice Melé, géographe, CITERES, Université de Tours

Pierre Musseau, Chef de projet transition systémique, Direction de la Transition Écologique et du Climat — Ville de Paris

Léa BILLEN explique que la discussion se recentre ici sur l'échelle territoriale, afin de comprendre comment l'accompagnement peut permettre un essaimage, et donc provoquer une bascule dans les territoires. La critique récurrente vis-à-vis des initiatives citoyennes est que ces dernières seraient trop microlocales et insuffisantes pour initier un changement radical. Dans ce domaine, on est rapidement confronté à la place de l'action publique en coopération avec les engagements citoyens. Le projet de recherche a étudié une diversité de dispositifs et de postures sur ce plan.

Une deuxième capsule vidéo est projetée en séance à titre d'introduction de la table ronde.

Nathalie BLANC est géographe et attache donc de l'importance aux questions territoriales. Elle est directrice du centre des politiques de la terre, qui vise à caractériser les transformations des territoires, dans le cadre de la recherche ACTEES mais également d'autres projets comme Civic Act.

La municipalité d'Ivry compte depuis 2020 une part de liste citoyenne, ce qui a motivé un grand nombre des initiatives menées sur ce territoire, où l'idée d'écosystème territorial revêt une grande importance. L'accompagnement des actions y est rendu possible par l'histoire et la géographie d'Ivry-sur-Seine, notamment son histoire politique, qui donne à ce territoire des caractéristiques très particulières. Le maillage entre action publique et action politique citoyenne dans le temps a été essentiel pour former cet écosystème territorial.

Valérie CHABREDIER a participé au projet expérimental Boost Eco-citoyen. Ce programme est parti d'une réflexion menée au sein de l'ADEME Ile-de-France en 2017-2018, avec le constat que la France ne prenait pas la trajectoire nécessaire à l'atteinte des objectifs de la COP21. Des études ont donc été menées sur les mobilisations citoyennes en Ile-de-France, puis il a été convenu de coconstruire un programme de soutien à la transition citoyenne en Ile-de-France. Cinq territoires présentant une dynamique préexistante ont été sélectionnés dans ce but. Ces territoires disposaient de plus d'un point d'ancrage (structure citoyenne présente sur le territoire) permettant l'accueil d'un chargé de mission,

ce projet étant mené sur trois ans avec deux chargés de mission. Les territoires retenus étaient : 18^e arrondissement de Paris, Sucy-en-Brie, Nord-Est de l'Essonne, Alfortville et Champigny.

Les différents collectifs ont appris à se connaître durant la phase de co-construction, ce qui a été très structurant. Le projet a notamment abouti à la mise en place d'un très bon outil, le Pacte collectif pour la transition, avec un engagement signé par l'équipe municipale.

Patrice MELÉ est géographe à l'université de Tours et s'intéresse aux mobilisations citoyennes sur les questions environnementales. Il vient de terminer un travail collectif de recherche sur la gestion des déchets, dans le cadre d'un programme mené par la région Centre.

Pierre MUSSEAU travaille pour la Ville de Paris. Il a travaillé six ans auprès des élus à l'Hôtel de Ville, et depuis un an à la direction de la transition. Il n'est pas accompagnant à proprement parler, mais a suivi beaucoup d'initiatives. Il cite à titre d'expérience phare l'Académie du climat à Paris. La ville a mis à disposition un lieu, dont elle a donné les clés aux jeunes engagés dans la transition du climat, avec un cadre de gouvernance néanmoins. Plusieurs expériences de ce type existent dans Paris, avec des gouvernances très différentes comme la maison du zéro déchet dans le 12^e, la recyclerie dans le 18^e, ou encore les projets d'urbanisme transitoire tels que les Grands voisins et Bercy beaucoup. Dans ces initiatives, l'engagement associatif va servir d'aiguillon, comme c'est le cas pour les associations de cyclistes ou de piétons, qui ont servi à orienter les politiques publiques pour la création du nouveau plan cyclable ou les rues aux écoles.

Léa BILLEN demande comment l'engagement individuel et collectif peut arriver à des résultats inaccessibles à l'action publique, et a contrario, quelles sont ses limites, et ce qui devrait être du ressort de l'action publique.

Patrice MELÉ a constaté dans le cadre du programme de recherche sur le traitement des déchets, l'existence d'un monde d'associations traditionnelles et généralistes, de collectifs spécialisés, d'une grande diversité et d'une grande disparité dans le positionnement vis-à-vis des politiques publiques. Certaines structures se positionnent comme opérateurs, d'autres en posture de plaidoyer, et d'autres encore en position d'autonomie, comme les associations zéro déchet. Les répertoires d'action publique sont différents, certains collectifs adoptant l'idée que la transition doit inclure tout le monde et recherchant une action non conflictuelle. On peut considérer qu'une partie de ces groupes cherche à faire advenir sur ces territoires des modalités de la transition. Certains demandent à être partie prenante des décisions, d'autres souhaitent participer à l'action publique et se positionnent comme des alliés. Ce paysage amène à penser qu'il faudrait peut-être changer la notion d'action publique, en intégrant les nouveaux acteurs qui participent à la réalisation des objectifs de l'action publique. Dans le même temps, on constate une forte valorisation par l'action publique de l'engagement citoyen. Tout se passe comme si les administrations construisaient de fortes attentes vis-à-vis des mobilisations citoyennes face aux blocages institutionnels.

Il semblerait que l'on puisse sortir d'une opposition entre mobilisation citoyenne et action publique en identifiant une coalition d'acteurs du changement sur un territoire, certains dans l'administration, d'autres extérieurs, d'autres encore dans des structures à l'interface entre les deux mondes. En région Centre, on constate une multiplication de structures intermédiaires. On peut donc se demander si l'accompagnement est une nouvelle forme d'action publique, et comment positionner ce type de structure interface. En parallèle, on observe une très grande fragilité des associations et les limites de leur financement.

Léa BILLEN constate qu'une figure ressort de manière importante, celle des professionnels engagés dans leur institution et essayant de la faire bouger, avec à l'inverse, des militants acculturés à l'action publique.

Valérie CHABREDIER explique qu'à Alfortville, un collectif d'associations couvre différents domaines : déchets, habitat, biodiversité, changement climatique, mobilité... Grâce à toutes les fiches du pacte, un gros travail d'acculturation des citoyens a pu être mené pour les faire monter en compétence sur des sujets qu'ils connaissaient plus ou moins, mais sur lesquels ils étaient motivés à agir. Les citoyens n'ont pas la pression des élections et peuvent s'inscrire dans un temps plus long, même s'il existe aussi une tendance à un engagement plus ponctuel. Outre les militants, il y a aussi d'anciens professionnels ayant à cœur d'intervenir, tel qu'un ancien expert en géothermie à Alfortville. Par ailleurs, la liberté d'action individuelle et collective de ces collectifs se démarque de l'action publique, beaucoup plus cadrée.

Les limites sont d'abord financières du côté des actions citoyennes, ainsi qu'en temps disponible. Viennent ensuite les limites matérielles, voire de compétence ou de connaissance. Ce sont des obstacles au changement d'échelle, puisqu'à partir d'un certain seuil, il n'est plus possible de faire seul, sans appartenir à un réseau.

L'accompagnement du Boost a beaucoup cherché à lever ces freins, en prenant du temps pour répondre à des appels à projets, et pour connecter différentes structures ne se connaissant pas forcément afin de favoriser la mutualisation de matériel ou de compétences. L'accompagnement permet d'identifier les besoins et de connecter de manière pérenne les structures entre elles.

Léa BILLEN demande quels leviers peuvent être actionnés pour encourager la mobilisation citoyenne en faveur de la lutte contre le changement climatique en matière d'action publique.

Pierre MUSSEAU explique que la Ville de Paris est très engagée dans le soutien de l'engagement citoyen et de l'implication associative. Dans le cadre de la stratégie de résilience adoptée en 2017 a été annoncé un programme phare, volontaires de Paris, avec l'objectif de mobiliser des citoyennes et citoyens dans des missions bénévoles (www.agir.paris). Parmi les limites des nombreuses formes de concertation qui existent figurent effectivement le manque de clarté par moments. L'exemple de la Chapelle Charbon traduit une injonction paradoxale, à savoir innover dans la concertation et livrer dans le même temps un poumon vert dans le 18^e arrondissement en fin de mandature. Le projet était réalisé sur un site pollué et les exigences de respect des délais ont écourté les discussions. Ces injonctions paradoxales se retrouvent un peu partout. Les associations de premiers secours en santé mentale, très soutenues dans d'autres pays, en sont une bonne illustration : on soutient des associations qui vont effectuer des soins qui devraient être pris en charge par le système de santé.

Nathalie BLANC constate en tant que géographe une forte évolution des mobilisations citoyennes depuis 2005. La puissance publique est aujourd'hui beaucoup plus à même de travailler avec ces mobilisations, pour de bonnes et de mauvaises raisons : de bonnes raisons parce que cela fait vivre la démocratie locale, et de mauvaises parce cela répond aussi à des budgets municipaux en baisse. L'évolution positive est toutefois que les institutions publiques ne perçoivent plus ces mobilisations comme une concurrence de leur expertise.

Par ailleurs, on observe une diversité de pratiques qui s'apparente à du bricolage, et qui correspond à la difficulté à relier démocratie participative et démocratie représentative. Sur les territoires, on assiste à une multiplication des initiatives, et dans le même temps, le gouvernement réaffirme une sorte de démocratie représentative.

La mairie de Paris a par exemple lancé une action de revégétalisation des cours d'école, mais en mobilisant des associations pour prendre en charge cette végétalisation. On constate l'existence d'un obstacle de culture politique en France, avec une culture extrêmement centralisée et une difficulté à donner une vraie place à ces initiatives, qui sont nombreuses. Un deuxième verrou est le manque de visibilité de ces alternatives en tant que telles. Un territoire comme le 13^e arrondissement a été impacté par la mobilisation citoyenne pour la création de jardins, mais ces derniers sont perçus comme un résultat de l'action de la ville alors qu'ils n'auraient pas vu le jour sans cette mobilisation. Enfin, il existe un obstacle lié à la sectorisation technique de l'action publique.

Des freins d'une autre nature sont identifiables, liés aux inégalités socio-environnementales. Les territoires sont inégalement engagés en fonction des populations et de leurs trajectoires. La dynamique d'écologisation des quartiers populaires est ainsi différente de celle des autres territoires.

Pour finir, il serait opportun d'aborder la question sous un angle socio-économique et dépasser le diagnostic du dynamisme associatif, en réfléchissant au volume d'argent circulant pour les différentes thématiques, et ne pas contenter d'étudier une action palliative.

QUESTIONS DE LA SALLE :

- À Paris, le collectif Paris sans voiture a co-créé la journée sans voiture, que la mairie de Paris s'est appropriée. La difficulté est que cette action est menacée de disparition aujourd'hui. En tant que citoyen engagé, même si les disjonctions cognitives entre envies et pratiques de la ville ne sont pas étonnantes, la situation est assez insatisfaisante. Il y aurait pourtant beaucoup à faire, et pour y arriver, il faudra aussi laisser une place importante à la créativité des citoyens et des collectifs.

Pierre MUSSEAU partage le point de vue que l'initiative Paris sans voiture mériterait des améliorations. Les éditions de Paris respire sont arrivées à des points de blocage, et sont peu respectées dans les arrondissements.

Il explique être par ailleurs doctorant et travailler sur la notion de comptabilité écologique. Une architecture comptable paraît un prérequis pour savoir ce que l'on va compter dans les actions et envisager des circuits de financement.

- En quoi la question des transitions contribue à recomposer la dynamique de relations entre action publique et engagement citoyen ? Dès lors que l'on parle de transformation sociétale, l'action publique seule n'est pas suffisante. Les espaces intermédiaires qui changent les pratiques et mode de vie dans les territoires sont-ils en augmentation ?

Maïté JUAN évoque la question de la temporalité dans les rapports entre action publique et actions citoyennes. À Alfortville, la temporalité bureaucratique devenait un facteur de démotivation, et inversement, les temporalités citoyennes étaient prises en tension entre urgence et temps long nécessaire à la mobilisation.

Elisabetta BUCOLO note que si l'on admet que la recomposition de l'action publique est nécessaire, l'objectif est alors que des initiatives citoyennes fonctionnent comme des matrices d'action qui viennent modifier l'intervention publique. La difficulté apparaît surtout en cas d'instrumentalisation ou de déni de la contribution démocratique. Ce point mis à part, il est difficile de faire la part des choses, la volonté d'aller vers une recomposition de l'action publique nécessitant une réappropriation des mobilisations citoyennes.

- Quel rôle est donné à la spatialité, notamment pour les initiatives de cartographie ? S'agit-il de donner à voir des initiatives souvent invisibles sur les territoires pour les pouvoirs publics, ou encore de donner une matérialité à la notion de territoire, et de voir que les espaces d'intervention des pouvoirs publics ne se superposent que très rarement aux espaces d'intervention des associations, qui sont locales, mais s'inscrivent aussi dans des réseaux beaucoup plus larges que les territoires de l'action publique ?

Patrice MELÉ observe que la question des échelles est importante pour les acteurs de transition. Ainsi, une alliance entre l'ADEME et la région permet une action collective conjointe avec des groupes qui portent une position assez proche. Néanmoins, des EPCI chargés de collecte de déchets, au sein de la commission de suivi, vont pour leur part voter contre le plan régional et ne mettent pas en place de participation au niveau du département. Il faudrait disposer d'un espace de débat qui connecterait initiatives et politiques territoriales sur la gestion des déchets. Certaines collectivités mettent en place des expérimentations, mais n'accordent pas de place à la participation. Il manque un dispositif stable qui permettrait de mettre en place une stratégie de transition avec l'ensemble des acteurs. Par ailleurs, se pose la question de la mesure de l'impact social des actions menées, par exemple avec l'installation d'une ressourcerie, en dehors du tonnage de déchets évités.

Les cartographies se multiplient et mériteraient d'être analysées en ce sens qu'il faudrait que l'administration produise une société civile organisée. La question est de savoir ce qui est attendu de cette mise en lumière. La visibilité des expériences inspirantes pourrait aussi atteindre une forme de saturation. On observe en effet toute une série d'interventions publiques avec l'idée que le travail public est de faire de la mise en réseau d'acteurs, qui sont eux-mêmes simplement épuisés par leur propre activité.

Valérie CHABREDIER explique que la cartographie est systématiquement l'une des premières missions menées sur les territoires. L'enjeu capital est ensuite le maintien à jour de celle-ci, sans quoi elle perd tout son sens. Concernant la temporalité, la jonction entre la vision des collectifs et celle de la mairie a rencontré des difficultés à Alfortville, mais repart aujourd'hui contre toute attente, dans le cadre de l'agenda 2030. Le travail ne sera pas utilisé comme imaginé au départ, mais il sera bien mis à profit.

Nathalie BLANC évoque une comparaison entre les actions des collectifs entre Paris et New York. Une association comme la Bronx River dispose d'un budget incomparable d'un million de dollars par an, issu en grande partie de financements privés. Si l'on a aujourd'hui discuté beaucoup de l'action publique, les acteurs privés devraient aussi être pris en compte dans la réflexion.

QUELS CROISEMENTS ENTRE ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX ? L'ÉCOLOGIE A L'ÉPREUVE DU SOCIAL.

TABLE RONDE

Elisabetta Bucolo, Sociologue, Cnam-Lise/Cnrs

Jean-Christophe Sarrot, ATD Quart Monde

Alex Roy, Chercheur associé en sociologie urbaine, ENTPE

Gaëtan Mangin, Université d'Artois

Nathalie BLANC note que ces enjeux sont devenus cruciaux, en particulier depuis la crise des gilets jaunes. La thématique est mise à l'agenda de la recherche et même des politiques publiques de manière pressante, dans de nombreuses villes.

Une troisième capsule vidéo est projetée en séance à titre d'introduction de la table ronde.

Jean-Christophe SARROT est permanent à l'association ATD Quart Monde, qui agit contre la pauvreté et pour une société où chacun ait sa place. Il est accompagnateur du laboratoire d'idées écologie et grande pauvreté, composé d'une douzaine de militants d'ATD Quart Monde (qui connaissent ou ont connu la grande précarité) et qui ont accepté de travailler pendant trois ans sur le thème de l'écologie. Un premier questionnaire est de savoir comment les personnes peuvent s'engager dans l'écologie quand elles ont des problèmes de revenus. La réponse apportée par le groupe est qu'il est difficile d'agir lorsque sa tête est occupée par d'autres problèmes, mais aussi qu'un petit pas suffit. Le laboratoire d'idées vise aussi à passer de la dimension individuelle à la dimension collective, qui donne des ailes parfois. L'idée est aussi que faire ensemble est complémentaire de penser ensemble, et peut aider. Faire face aux défis écologiques est un enjeu tellement grand qu'il peut recréer des liens.

Le combat écologique est la deuxième priorité d'ATD Quart-Monde pour 2023-2026, avec le but de se mettre ensemble face aux défis climatiques et environnementaux. Le premier thème est de se mettre ensemble face à la maltraitance institutionnelle.

Alex ROY est ingénieur chercheur, responsable d'une unité à la direction du ministère de la transition écologique de Bourgogne Franche-Comté, et responsable d'un projet de recherche action participative. Il a monté un living lab pour la transition sociale et écologique, composé de sept chercheurs, afin de travailler avec des associations et des collectivités territoriales et aboutir à des actions concrètes.

Gaëtan MANGIN est doctorant en sociologie. Il a travaillé trois ans pour la MSH de Dijon et pour le living lab pour la transition écologique. Il présente aujourd'hui une enquête menée sur trois terrains du living lab, dont un territoire zéro chômeur de longue durée dans la Nièvre et un terrain en quartier prioritaire de la banlieue urbaine de Dijon. Le public est composé de chômeurs ou anciens chômeurs, bénéficiaires du RSA, ou travailleurs en mi-temps choisi ou subi. Le projet de recherche vise à comprendre la pratique de la débrouillardise en milieu populaire, saisir les pratiques de sobriété, et

plus encore les représentations associées. L'hypothèse d'étude est qu'au-delà de la contrainte économique, ces publics peuvent avoir d'autres motivations à agir. Le premier questionnement de l'enquête demandait aux personnes interrogées en entretien de raconter comment elles bouclaient leur fin de mois, avec l'hypothèse que l'écologie allait ressortir dans les thèmes abordés. Il s'agissait de comprendre si l'écologie pratiquée par ces publics se différenciait, et si les discours de rejet traduisaient une opposition à l'écologie ou alors une façon de subvertir la manière de traiter l'écologie. Par exemple, ces publics peuvent afficher une opposition aux ZFE, en expliquant que le recours à leur vieille voiture, de manière très ponctuelle, sera moins polluant que la fabrication d'un véhicule neuf.

Elisabetta BUCOLO explique que la question de ce croisement entre écologie et social s'est posée assez vite dans le cadre du projet ACTEES, d'autant plus avec les études sur les trajectoires individuelles. Astérya pratique un accompagnement ouvert à la diversité du public, avec également pour principe d'aller vers ceux qui n'iraient pas normalement vers l'association. La réflexion a porté notamment sur le rôle qu'avait l'accompagnement dans la prise en compte de ces actions, selon plusieurs axes :

- Souvent, dans les récits des personnes accompagnées, l'engagement ne se formalise pas immédiatement comme écologique. Il est exprimé sous forme de sollicitude, d'attention particulière, ou encore d'éléments choquants, comme le gaspillage, tout un ensemble d'éléments qui relèveraient de l'écologie, mais ne sont pas formulés comme tels par la personne ;
- Il existe des formes d'invisibilisation et des représentations qui persistent chez les accompagnantes et les associations accueillantes. Dans les associations en particulier, il est intéressant d'étudier quels processus d'inclusion voire d'exclusion sont mis en œuvre face à des publics précaires, que l'on a l'habitude de renvoyer vers leurs besoins sociaux, avant de s'intéresser à leurs souhaits écologiques.

Le but était également de déconstruire ou questionner la force d'un certain nombre de postulats savants qui contribuent à construire des stéréotypes. Par exemple, la théorie du post-matérialisme insiste sur le fait que les préoccupations environnementales émergent une fois que la personne a résolu toutes ses autres problématiques (comme une sorte de pyramide de Maslow). Une autre théorie, dite de la classe des loisirs, explique que toutes les classes inférieures ne peuvent qu'aspirer à des modes de vie des classes supérieures, avec l'idée parfois sous-jacente que la pollution augmenterait en cas de réduction de la pauvreté. Cette présentation peut sembler choquante, mais il s'agit là de représentations très agissantes dans les imaginaires, qui supposent une incapacité pour les milieux défavorisés de mobiliser des préoccupations en lien avec l'écologie.

Nathalie BLANC pose la question des freins sociaux aux engagements écologiques.

Jean-Christophe SARROT présente trois types de difficultés pour les personnes en situation de précarité :

- Quand les conditions de la participation ne sont pas rassemblées : on met de côté progressivement les personnes les moins habituées à participer, à la suite de quoi le projet ne va pas répondre à leurs attentes, et n'inclura donc pas le plus grand monde. On revient ici à l'exemple des ZFE, qui est excluant pour les précaires, dont les vieux véhicules sont d'une certaine manière durables. De même, il semble que la convention pour le climat ne faisait pas participer l'ensemble de la population. Comme le dit l'une des personnes, « quand on n'est pas dans la participation, la pédagogie sur l'écologie est une grande violence, ça veut dire qu'on va encore nous apprendre, qu'on est considéré comme des ignorants ».

- Le passage d'une mobilisation individuelle à une mobilisation collective : c'est un véritable obstacle, puisque la grande précarité coupe la personne du reste de la société et que ses savoirs ne sont pas reconnus, ce qui complique l'intégration à une lutte écologique dans son quartier. À l'inverse, constituer un espace de prise de recul pour les 12 militants du laboratoire d'idées leur a permis de s'engager davantage.
- Un phénomène d'écroulement ou d'évincement des personnes les plus précaires des projets : même des projets pensés avec tous et pour les plus en précarité les évincent petit à petit. Quand on n'est pas co-chercheur en permanence, il existe toujours un risque qu'un projet bien pensé à l'origine fasse de l'écroulement.

Gaëtan MANGIN identifie des points de vigilance plutôt que des freins :

- Ressources économiques : il existe des disparités de ressources et de possibilité de les mobiliser parmi les publics précaires ;
- Des disparités dans les capacités à mobiliser d'autres ressources, notamment cognitives. Les pratiques de débrouillardise commencent avec l'acquisition d'une compétence. On engage une démarche de résolution de problèmes, et à partir de là, on crée des compétences. Le territoire de zéro chômeur de longue durée repose sur cette idée. Il y a aussi des disparités de ressource en temps, et enfin, de ressources sociales, c'est-à-dire la possibilité ou non de mobiliser un réseau ;
- Disparité de conditions selon les lieux de résidence ;
- Refus des discours vécus comme moralisant, attachement à des territoires, des lieux, des modes de vie et des manières de consommer. Il faut inviter les professionnels à resituer les individus dans leurs parcours et à dépasser les oppositions binaires entre personnes écologistes ou non.

Concernant l'écologie populaire, celle-ci montre trois caractéristiques :

- Une écologie localisée, un attachement à un territoire restreint, et une absence de projection au niveau global. La projection se fait sur le quartier, le coin ;
- Une écologie vectrice de liens générationnels, d'emprunts à la tradition, tels que des recettes ou remèdes de grand-mères, ainsi qu'une projection dans le futur, misant sur les enfants, avec l'idée que ce sont eux qui vont sauver le monde et auront une vie meilleure ;
- Une écologie « à nous » souvent opposée à une écologie à « eux ». Ces notions sont assez vagues : « eux » correspondraient aux dominants et « nous », à l'écologie de la vraie vie ou du bon sens, qui se base largement sur des expériences sensibles. « Eux » ont la voiture électrique, le bio, et « nous », par exemple, l'idée d'une sobriété généralisée. Cette dernière écologie serait du bon sens parce que non électorale, et en cela d'ailleurs beaucoup plus radicale.

Alex ROY évoque ensuite la question de la débrouillardise populaire, que l'on peut qualifier aussi d'écologique, et s'interroge sur l'aboutissement de cette écologie populaire. Un certain nombre d'acteurs associatifs, de l'économie sociale et solidaire ou des acteurs de la politique de la ville vont s'emparer de la thématique pour répondre à leurs enjeux sociaux. Il y a également un enjeu à pratiquer l'écologie sans le dire, car ce terme cristallise certaines tensions et n'est pas très mobilisateur. Les acteurs associatifs ne l'utilisent pas forcément, alors que leur projet repose sur un enjeu environnemental. Ils s'appuient sur la réalité des personnes et l'expertise de la débrouillardise. La débrouillardise individuelle va se retrouver à l'échelle collective, dans des systèmes d'échanges locaux :

- Une éducation populaire écologique, utilisée pour lutter contre l'isolement social ;

– Une professionnalisation de ses compétences de débrouillardise dans une activité rémunératrice.

Nathalie BLANC demande, si l'on retient l'hypothèse d'une écologie distincte, si l'accompagnement se justifie de la même manière que pour les classes aisées. Là encore se pose la question des obstacles, leviers et freins.

Elisabetta BUCOLO indique que les freins et obstacles à l'engagement écologique peuvent être adressés de manière différente selon les récepteurs. Ainsi, la formation aux gestes environnementaux crée pour la classe moyenne une forme d'individualisation. Mais pour les classes populaires qui ne peuvent pas les mettre en œuvre, une telle formation redouble les stigmates. La question est donc de déterminer comment l'accompagnement peut intervenir pour déjouer les formes d'individualisation et de culpabilisation. Par ailleurs, une personne précaire est constamment renvoyée à son besoin social, alors que ce n'est pas le cas pour une personne de classe moyenne. Or, si l'on est constamment renvoyé à ses besoins, toute volonté de s'engager et d'agir sur l'écologie est invisibilisée, ce qui est extrêmement violent. L'accompagnement doit pouvoir déjouer ces effets.

Pour les accompagnatrices, tout le défi est d'identifier un élément qui n'est pas nommé comme une envie d'agir écologique, et accompagner la personne à revoir la manière dont elle considère cet élément.

L'exemple d'une autre personne accompagnée est assez parlant. Il s'agit d'un demandeur d'asile, qui raconte son engagement extrêmement fort dans un écovillage en Guinée contre l'usage de pesticides, et qui participait à la distribution d'aliments en production locale. Cette personne a un engagement vécu et documenté, avec une lecture et une connaissance très fine des questions écologiques, ainsi qu'une ontologie de référence à la nature. Lorsqu'il arrive en France, il est empêché d'exprimer cette sensibilité en raison de sa précarité, qui lui permet aussi de mieux percevoir la question. Il raconte l'impossibilité pour ses interlocuteurs de comprendre son positionnement. Lorsqu'il est orienté vers un jardin partagé par son accompagnatrice, et qu'on demande ensuite comment cette intégration s'est passée, la structure explique qu'elle n'a pas réussi à l'intégrer. À aucun moment l'association n'était dans la capacité de détecter les compétences pointues de cette personne en termes d'écologie, parce que le regard était uniquement porté sur le besoin d'insertion de la personne précaire, demandeur d'asile de surcroît. Et donc, les interlocuteurs sont passés à côté de la compétence écologique, qui était pourtant la principale compétence de cette personne.

Nathalie BLANC évoque la problématique qu'il y a, face à des personnes qui sont d'emblée sobres, à les préparer à s'adapter à des conditions encore plus drastiques. L'accompagnement, pour être provoquant, les amènerait ainsi à choisir ce qu'elles n'ont pas choisi, à savoir une écologie de la subsistance. Il pourrait y avoir une confusion entre engagement et adaptation à des conditions de vie nouvelles.

Alex ROY constate l'ambiguïté très forte qui ressortait dans le thème de l'écologie populaire, avec l'idée d'une sobriété sous contrainte économique et au contraire, beaucoup de fierté exprimée dans les entretiens au sujet de cette culture populaire. Les personnes interrogées n'arrêtent pas de dire qu'elles font des choix et il ne faut pas leur nier cette capacité, avec par exemple une sobriété fondée sur l'anti-gaspillage.

Jean-Christophe SARROT relève quatre leviers importants :

- Ambition de la participation dans les projets collectifs, pour s'attaquer à la fois à la précarité et aux luttes écologiques : il faut partir des différents savoirs, écouter les dissonances (et les replacer dans le contexte de la personne, par exemple cette femme qui était très fière de

manger de la viande chaque jour parce que son mari avait travaillé dans les abattoirs), construire des solutions ;

- Projet de transformation de la société : l'ambition est d'arriver à une société où l'égalité de chacun et chacune est respectée, ce qui va contre tout ce qui est vécu actuellement.
- Importance du faire ensemble : la même personne qui avait besoin de viande chaque jour cultive à présent un jardin partagé et a changé son rapport à l'alimentation ;
- Ne pas oublier de rêver ensemble et d'écrire des rêves : on se représente très bien ce qu'on ne veut pas dans cinquante ans, mais on a beaucoup de mal à exprimer ce vers quoi on veut aller, et qui serait pourtant bien plus mobilisateur.

QUESTION DE LA SALLE :

- Concernant l'équipe du living lab et la notion de fierté de débrouillardise, le terrain d'enquête était-il urbain ? Il y a sans doute des différences dans la représentation de cette fierté en fonction du contexte. Il faudrait également désagréger la notion de classe populaire, dont le rapport sera différent selon les configurations territoriales.
- S'agissant du dilemme entre sobriété choisie et contrainte, lorsqu'on fait le choix de prendre comme porte d'entrée non pas l'écologie mais la débrouillardise ou la contrainte matérielle, n'y a-t-il pas un risque de passer à côté d'une vraie envie d'agir pour l'écologie ? Quel terme utiliser pour traiter la question de la dimension politique ?
- Avez-vous traité la question de l'écologie « religieuse » ? La sobriété est-elle un concept écologique ou une démarche dans le comportement ?

Gaëtan MANGIN explique que la question de la fierté se retrouve partout, mais peut s'exprimer différemment. En territoire rural, il peut s'agir d'ancrage, de tradition, de préservation ou encore de valeurs d'authenticité. Il y a ainsi un exemple dans l'enquête d'une personne qui se revendiquait chasseur, venait de l'étranger, n'avait vécu qu'en territoires ruraux, voire une fois en forêt, isolé. Sa figure d'opposition était Anne Hidalgo, alors qu'il n'avait jamais vécu à Paris. Sa fierté était de ne pas tomber dans l'écologie de ceux « qui ont rien compris », et reposait sur l'ancrage au territoire, la capacité à chasser pour survivre, etc.

En milieu urbain, l'entrée dans le quartier de banlieue était celle du centre social, ce qui représente un biais d'enquête en ce sens que les entretiens ont surtout été réalisés avec des femmes et des étrangers. On retrouve néanmoins la question de la fierté, qui va s'exprimer dans la capacité à subvertir sa condition. Une dame expliquait que même sans argent, elle faisait une raclette le samedi soir avec les enfants, avec de la raclette achetée chez le fromager.

Alex ROY explique qu'en pratique, durant les entretiens, les questions ont prudemment évité la question écologique au départ, en commençant par aborder le sujet du bouclage des fins de mois. L'écologie est ressortie des entretiens malgré tout, et certaines personnes se revendiquaient comme écologistes. Il est apparu par la suite qu'il était tout à fait possible d'aborder le sujet directement.

Elisabetta BUCOLO explique que l'effet levier de l'accompagnement ne joue pas sur les questions de compétence, mais plutôt sur le questionnement et la conscientisation de la personne, qui peut ensuite se réinscrire dans une démarche d'engagement collectif, et se retrouver dans une communauté qui partage les mêmes valeurs. Cet effet de politisation permet de ne pas tomber dans les travers de l'individualisation.

Jean-Christophe SARROT estime que la sobriété subie vous coupe de la société, tandis que la sobriété choisie vous y relie. La récupération des métaux a par exemple été inventée par les gens du voyage il

y a longtemps, avant de s'en faire déposséder. D'où l'importance de mettre des mots sur le sujet, pour que la réutilisation se poursuive autrement après la sortie de la pauvreté.

CONCLUSION

Sarah Thiriot, Sociologue à la Direction Exécutive Prospective et Recherche, ADEME

Léa Billen, doctorante Lavue-UMR 7218, Université Paris Nanterre et administratrice d'Astérya

Mona Gorce, Coordinatrice des démarches d'accompagnement vers l'engagement à Astérya

Sarah THIRIOT est sociologue à l'ADEME. Elle souligne que son propos ne saurait représenter l'institution, étant donné qu'il s'agit d'une réaction à chaud. Elle remercie les participants et constate que la journée a été très riche. Elle a relevé plusieurs points au cours de la journée :

- rôle et place de l'accompagnement : la remarque peut sembler anecdotique, mais dans le milieu de l'écologie, les questions sont généralement abordées par la pratique (mobilité, logement, etc.) ce qui n'a pas été le cas de toute cette journée, soit une approche différente et très appréciable ;
- Rôle de l'accompagnement pour la mise en visibilité de certaines compétences : l'exemple du jeune pharmacien interrogé sur la notion de politisation. Objectivement, cette personne dispose d'énormément de ressources, mais adopte une politisation à bas bruit et par petits gestes. Cet exemple soulève des questions sur les changements de modèles de société et la représentation du rapport à l'action ;
- Continuum ou non entre engagement individuel et engagement collectif : s'extraire de la dimension individuelle demande un effort et le passage au collectif n'est pas automatique ;
- Recomposition de l'action publique : ce point soulève des questions sur l'articulation entre politique et mouvements sociaux. L'exemple des cartographies a ses limites : ces ressources deviennent très vite obsolètes, de nombreuses associations sont fragiles, et le champ politique a des contraintes qui lui sont propres. L'établissement d'une cartographie peut aussi impliquer que l'on manque quelque chose, et la cartographie peut aussi s'apparenter à une forme de pensée magique. Il n'est pas forcément facile de faire coopérer tous ces acteurs. Se pose aussi la question des acteurs économiques, qui semble intéressante dans la mesure où de nombreux champs qui se réclament du monde des start-ups entrent dans des activités auparavant associatives.
- Structures intermédiaires de l'accompagnement : l'ADEME compte sur de nombreuses structures pour la transition écologique, comme des conseillers pour la mise en œuvre des dispositifs de politique publique. Sur ce sujet, on peut s'interroger sur la qualité de l'emploi de ce secteur et par ailleurs, sur ce que signifie la délégation à des mouvements associatifs. S'il s'agit d'une délégation de service public, il serait intéressant d'étudier ce que cette délégation implique en termes de retrait de l'État, ainsi que sur les conditions de financement de ce secteur, et le jeu de rapport de force induit par le recours aux appels à projets.
- Croisement entre enjeux sociaux et environnementaux : Il est appréciable de voir des travaux questionnant l'habitus, les questions de distinction, avec une approche nuancée. Il y a du travail à effectuer en matière de communication sur les dispositifs de politique publique qui ne seraient pas régressifs. Aujourd'hui, des réflexions existent quant à une intégration de la justice sociale dans la raison d'être de l'ADEME. Il y a aussi la question aiguë de la sobriété.

L'ADEME n'est pas très à l'aise avec l'idée de parler de sobriété choisie en tant qu'agence de l'État, et la sobriété subie correspond à de la précarité. Enfin, pour évoluer dans un milieu où s'expriment beaucoup d'ingénieurs, et avec des populations ayant peu voix au chapitre, il existe un réel enjeu à faire porter d'autres voix que des voix expertes.

Léa BILLEN relève que la diversité des personnes qui se sont exprimées au cours de la journée montre que l'accompagnement devient un référentiel de plus en plus utilisé dans les associations. Il existe aussi un risque que ce terme finisse par être vidé de son sens. Une question sur ce sujet est la distinction entre ce qui relève du périmètre de l'accompagnement et de celui de l'appui technique. Une deuxième question porte sur l'accompagnement en vue de la transformation écologique et sociale, avec la problématique de trouver les moyens de rendre cet accompagnement plus ambitieux en termes de changement social, ou qu'au minimum, celui-ci ne reproduise pas injustices et inégalités. Les conditions suivantes apparaissent comme nécessaires à ce titre :

- Politisation : l'accompagnement doit poser la question du politique. À partir d'une envie qui peut ne pas aller vers l'engagement, un enjeu est de trouver comment l'accompagnement permet à la colère de se formuler, sans plaquer les colères de l'accompagnatrice, ce qui induit une forme de politisation de l'accompagnement ;
- Accompagnement mené par des personnes en situation intermédiaire, qui ont évolué dans différents mondes et font un travail de traduction entre ces mondes ;
- Diversité des méthodes et des postures d'accompagnement comme rempart à la normativité, pour laisser le choix à la personne d'être accompagnée comme elle le souhaite.
- Sur le plan pratique, la pérennisation des dispositifs d'accompagnement et donc de leur financement. Il est en effet extrêmement compliqué de faire financer des dispositifs de ce type. À Astérya, l'accompagnement constitue le cœur du projet associatif, et pourtant, il est financé par les autres activités de l'association.

Mona GORCE constate que les changements de la personne accompagnée sont difficiles à valoriser. Elle précise qu'elle est coordinatrice de la démarche d'accompagnement d'Astérya. L'équipe de l'association comprend une salariée, des volontaires en service civique et des bénévoles. Elle tient des permanences envie d'agir dans lesquelles les personnes qui souhaiteraient s'engager peuvent venir en discuter. Le public accompagné est divers. Il peut s'agir de personnes assez éloignées de l'engagement, de personnes en exil, en milieu carcéral, en situation de handicap. Il peut aussi s'agir de personnes en situation d'isolement, pour différentes raisons. L'accompagnement vient en intermédiaire au travail social, avec une adaptation à chaque personne et une écoute individuelle. L'objectif est aussi d'être l'intermédiaire du monde de l'engagement citoyen, encore trop imperméable. L'association joue un rôle de création de ponts avec d'autres associations et collectifs, les plus sécurisés possible pour s'assurer que la personne sera bien accueillie. ACTEES a permis une posture réflexive sur l'action de l'association, ce qui est un luxe.

Mona GORCE relève enfin quatre impacts de la recherche sur le travail d'accompagnement :

- L'identification des freins à l'engagement : certains étaient déjà identifiés, mais des points ont été plus formalisés, tels que des freins psychologiques autour du manque de légitimité ou de compétence. Il y a aussi des freins socio-techniques ou des difficultés d'accès aux milieux écologiques, car une part importante du militantisme passe par de petits collectifs difficilement identifiables, ou alors au contraire par de grosses ONG. Il y a donc un enjeu de développement de la myriade de possibilités dans l'engagement. Les entretiens font aussi ressortir l'enjeu de la temporalité dans la démotivation notamment. L'expérience montre que ce n'est pas parce que la personne accompagnée ne passera pas à l'action ou ne donnera pas de nouvelle pendant un long moment que l'accompagnement n'est pas réussi. Par exemple,

Florian, montré dans la première capsule, a repris contact avec l'association après trois ans sans nouvelles.

- L'accompagnement personnalisé : le travail de recherche a montré l'importance de la spécificité de chaque accompagnatrice et accompagnateur. Il montre également que si certaines postures sont à éviter, il est bon d'avoir sa propre posture.
- Le travail de traduction : l'écoute n'est pas forcément suffisante, il y a aussi la nécessité de théoriser, d'effectuer un travail de traduction de ce que disent les personnes.
- La spécificité de l'accompagnement écologique : l'écoanxiété a une dimension particulière à laquelle il a fallu s'adapter. Le travail de recherche-action a montré comment cette dimension pouvait constituer un pont vers l'engagement. Il faut aussi tenir compte de la diversité des mouvements écologiques. Les personnes arrivent avec des discours très différents, et il faut accepter cette diversité pour la traduire en manières d'agir. Enfin, il y a l'enjeu de monter en technicité sur les enjeux écologiques.

Pour conclure, ACTEES a rassuré les accompagnatrices quant à leur propre capacité à rassurer les gens sur leur capacité à agir, ce qui est une source de légitimation de l'accompagnement (qui lui-même légitime les personnes accompagnées).

COMITE D'ORGANISATION

Léa Billen - doctorante Lavue-UMR 7218, Université Paris Nanterre et administratrice d'Astérya

Nathalie Blanc -Géographe, directrice de recherche au CNRS LADYSS, directrice du Centre des Politiques de la Terre

Elisabetta Bucolo- Sociologue, Maîtresse de Conférences au Cnam-Lise/CNRS

Anne-Laure Gibaud - Coordinatrice du réveil des envies d'agir à Astérya

Maité Juan- Enseignante-chercheuse, EMA/CY Cergy Paris Université

Cette recherche-action et cette journée d'étude sont soutenues par l'ADEME